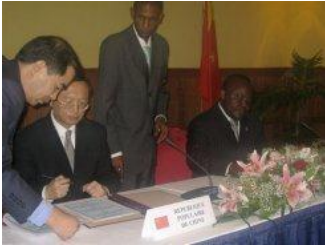


Gisements en RDCongo: l'Europe perd encore du terrain face à la Chine



Les ministres chinois Yang Jiechi et congolais Antipas Mbusa des Affaires étrangères signant un accord le 8 janvier 2008 à Kinshasa

© AFP/Archives Georges Tamba

BRUXELLES (AFP) - vendredi 15 février 2008 - 11h59 - En République démocratique du Congo (RDC), comme partout en Afrique, la Chine avance ses pions face une Europe qui "perd du terrain", constate l'homme d'affaire belge George Forrest. Sa société vient de céder indirectement à Pékin des intérêts dans des gisements de minerais.

"Le Congo a besoin d'infrastructures et les Chinois veulent faire du troc, échanger un financement contre des matières premières", explique-t-il à l'AFP, en disant "pouvoir comprendre la position du gouvernement" congolais.

Le groupe Forrest International, "premier investisseur et employeur privé" en RDC, selon son site internet, a conclu le 8 février un accord pour la rétrocession à une société publique congolaise, Gécamines, de deux gisements de minerais de la province du Katanga (est), Machamba et Kikuluwe.

Ces gisements, qui ne devaient pas être exploités avant les années 2020, appartenaient à Katanga Mining, propriété à hauteur de 24,5% du groupe Forrest. En échange, Katanga Mining recevra, au plus tard en 2015, soit des gisements de cuivre et de cobalt, soit un versement de 825 millions de dollars, souligne l'homme d'affaires belge, dont l'entreprise fut créée en 1922 dans l'ancien Congo belge.

L'exploitation des gisements rétrocédés sera confiée à des entreprises chinoises, en échange d'importants travaux, dont la construction de routes. "Les seules concessions déjà connues" pour permettre au gouvernement de RDC de réaliser ce troc, "ce sont les nôtres", ajoute l'homme d'affaires.

Jugeant le prix négocié pour les deux gisements du Katanga "correct", George Forrest comprend que les autorités congolaises veuillent aller vite. "Avec nous, ils gagnent de l'argent, mais ce ne sont pas les milliards dont ils ont besoin". Pour autant, à ses yeux l'Europe est trop frileuse. "Le problème des Occidentaux, c'est qu'ils mettent tellement de conditions --la bonne gouvernance-- qu'ils n'investissent pas", dit-il.

"On perd pas mal de terrain et on risque de se faire dépasser", alors que l'Europe n'a pas de matières premières, souligne-t-il, tout en disant "rester confiant", même si "cela ne sera pas facile".

Les industriels chinois ou indiens "n'ont pas encore fait beaucoup de choses très positives" pour le développement socio-économique du pays, juge le patron belge. "S'ils font ce qu'ils disent, cela pourrait changer", ajoute-t-il toutefois. "Il faudra notamment voir s'ils engagent de la main d'oeuvre locale ou chinoise". A Kinshasa, les signatures d'accords se multiplient depuis six mois avec des investisseurs privés et publics chinois, portant sur des montants colossaux qui préoccupent les bailleurs occidentaux.

L'inquiétude porte notamment sur un protocole signé en septembre avec la banque privée chinoise Exim Bank, portant sur un prêt de 8,5 milliards de dollars pour la réalisation de travaux d'infrastructure et la relance de l'exploitation minière, partiellement remboursable en titres miniers.

Le Fonds monétaire international (FMI) a mis en garde contre le risque d'alourdissement de la dette extérieure congolaise. Des hommes d'affaires congolais redoutent la main-mise sur les ressources naturelles nationales.

De son côté, George Forrest demande à Kinshasa d'assurer une plus grande visibilité pour les investisseurs. "Qu'on revoie les contrats (miniers), on est pas contre si les gens n'ont pas été corrects. Mais pas à chaque changement de gouvernement".

La RDC recèle d'immenses ressources naturelles, dont 34% des réserves mondiales connues de cobalt et 10% des réserves de cuivre.